



Les socialistes face à l'épreuve des urnes et de l'opinion publique

Pierre Martin

► To cite this version:

Pierre Martin. Les socialistes face à l'épreuve des urnes et de l'opinion publique : Contribution à la journée d'études " Le PS au pouvoir " (6 juin 2014). 2014. <halshs-01024168>

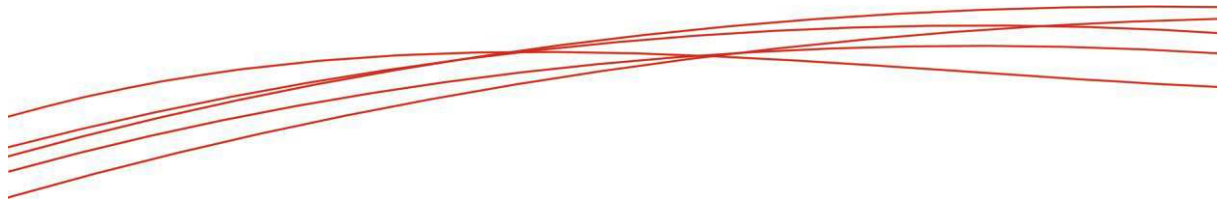
HAL Id: halshs-01024168

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01024168>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Sciences Po Grenoble
working paper n.20

**Les socialistes face à l'épreuve des urnes et de l'opinion
publique**

Contribution à la journée d'études « Le PS au pouvoir » (6 juin 2014)

Pierre Martin, CNRS, FNSP, PACTE

Juillet 2014

Partners //



Dans cette analyse rapide du bilan du pouvoir socialiste dans l'opinion et dans les élections au cours de ces deux premières années du quinquennat de François Hollande, on va d'abord s'intéresser aux évolutions dans l'opinion et ensuite aux résultats électoraux.

Les évolutions de l'opinion

Le suivi de deux baromètres, IFOP JJD (mesure la satisfaction) et SOFRES Figaro Magazine (mesure la confiance) nous montre une très forte chute quasi continue depuis mai 2012 jusqu'à mars 2014, avec des évolutions et des niveaux très semblables pour le Président François Hollande et son Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui ont tous les deux battu les records d'impopularité dans leurs fonctions. C'est pourquoi on va se limiter à analyser les évolutions de la popularité du Président.

-Première période d'effondrement de mai à octobre 2012 SOFRES de 55% à 36%, IFOP de 61 % à 42 % : -19 points dans les deux cas. A une opinion de droite déjà majoritairement hostile dès mai-juin, s'ajoute une rapide déception dans une partie de la gauche (et le reste de la droite) concernant principalement le domaine social avec la défiscalisation des heures supplémentaires et les hausses d'impôt et de taxes, avec aussi une interrogation sur la personne du Président (affaire de l'élection de La Rochelle).

-Après une brève stabilisation, **nouveau recul** en décembre lié à l'affaire Arcelor Mittal et au site de Florange (IFOP), avec à la fois le désordre au pouvoir (affrontement Montebourg/Ayrault) et le sentiment d'abandon des milieux populaires et celui de promesses non tenues.

-Stabilisation de décembre à février autour de 35 % (SOFRES) et 37 % (IFOP) grâce aux fêtes de fin d'années (retour d'optimisme) et à l'engagement militaire au Mali, majoritairement approuvé.

-Second effondrement de février à avril 2013 : de 35 % à 24 % (- 11 SOFRES) et de 37 % à 25 % - 12 (IFOP) c'est l'impact de l'affaire Cahuzac qui s'ajoute à la déception sociale et un jugement moins positif sur la guerre au Mali.

-Seconde stabilisation de mai à fin août 2013 : autour de 27 % (SOFRES) et de 28 % (IFOP). L'opinion de gauche crédite de pouvoir d'avoir réalisé le mariage pour tous, tandis que les congés d'été contiennent le très fort pessimisme de l'opinion. Le pouvoir n'est plus majoritaire que dans l'électorat PS.

-Troisième effondrement dès la rentrée de septembre jusqu'en novembre : 21 % (SOFRES) et 20 % (IFOP). L'opinion réagit très négativement à la volonté d'engagement militaire en Syrie, en plus d'un accroissement du mécontentement concernant les impôts, du développement de la désespérance sociale avec la progression du chômage qui continue et du sentiment accru d'indécision et de laxisme avec la gestion présidentielle de l'affaire Léonarda.

-Troisième stabilisation à un niveau très bas de décembre 2013 jusqu'à mars 2014. L'insatisfaction touche environ 40 % des sympathisants socialistes.

On peut tirer les conclusions suivantes de cette rapide analyse des deux baromètres :

(1) En mars 2014, le pouvoir socialiste se trouvait face à un climat politique et social profondément dégradé, résultat d'un triple échec économique, politique et moral. *Echec économique* car ni le pari présidentiel d'un retour de la croissance en 2013 ni l'engagement lié d'un recul du chômage n'ont pu être tenus. De plus les Français ont dû faire face à d'importantes hausses d'impôts qui n'ont pas frappé que les plus favorisés, contrairement à ce que laissaient entendre les socialistes, alors que de nouveaux efforts étaient demandés aux salariés sur les retraites et aux fonctionnaires sur leurs salaires, le tout provoquant un recul du pouvoir d'achat pour la première fois depuis 1984.

Echec politique ensuite, car le pouvoir a été incapable d'expliquer le sens de son action et a donné le sentiment d'une grande faiblesse face aux groupes d'intérêt les plus puissants (économiques, parlementaires et religieux) en renonçant à réformer en profondeur la fiscalité, en repoussant l'interdiction du cumul des mandats à la fin du quinquennat, en changeant deux fois de ministre de l'environnement et en renonçant à la loi famille ainsi qu'à la procréation médicalement assistée (PMA). A ces difficultés se sont ajoutés des conflits ouverts entre les ministres que le Président n'a pas sanctionnés, notamment entre Arnaud Montebourg et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sur le dossier Florange ainsi qu'entre Manuel Valls et Christiane Taubira ou Cécile Duflot et Manuel Valls¹, donnant au final l'impression d'une absence d'autorité.

Echec moral enfin, avec l'affaire Cahuzac (ministre socialiste du budget qui a dû démissionner le 19 mars 2013 et reconnaître le 2 avril avoir fraudé le fisc avec un compte en Suisse après quatre mois de dénégations), avec la capitulation du pouvoir face au refus des parlementaires socialistes de rendre publique leur déclaration de patrimoine et avec « l'affaire

¹ « Florange et les limites de la méthode Hollande », *Le Monde*, 4 décembre 2012, p. 11 ; « Manuel Valls et Christiane Taubira s'affrontent sur la réforme pénale », *Le Monde*, 14 août 2013, p.1 ; et « Cécile Duflot ressoude les rangs écologistes », *Le Monde*, 28 septembre 2013.

Gayet » en janvier 2014², qui a abouti à la « répudiation » de Valérie Trierweiler, la compagne du Président, qui bénéficiait jusqu'alors d'un véritable statut de « première dame » avec un cabinet à l'Élysée.

(2) Les hésitations et contradictions du pouvoir ont empêché celui-ci de profiter des réussites de l'action gouvernementale en matière sociale (avec la conduite d'une réforme du code du travail et d'une réforme des retraites dans la concertation) comme en matière sociétale, principalement l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe, qui fut menée à bien par la ministre de la justice Christiane Taubira avec le soutien majoritaire de l'opinion, malgré la forte opposition de la droite et des milieux catholiques organisés dans La Manif pour tous. On doit également remarquer qu'alors que le gouvernement a fait un effort sans précédent pour les entreprises avec les 20 milliards du CICE³ en 2012, le patronat lui est resté hostile jusqu'à l'annonce du Pacte de responsabilité avec les entreprises, faite par le Président lors de ses vœux télévisuels du 31 décembre 2013. Cette intervention présidentielle et la conférence de presse qui l'a suivie le 14 janvier, avec les annonces de baisses de cotisations sociales et de taxes pour les entreprises, de simplification des normes et de réduction des dépenses publiques, ont été considérées comme un virage ou une accentuation du libéralisme économique du chef de l'État⁴. Elles n'ont pas permis une reconquête de l'opinion.

Le pouvoir socialiste face aux urnes

On va d'abord s'intéresser aux résultats des élections partielles (les législatives et la cantonale de Brignolles) pour suivre l'évolution de l'opinion dans les urnes.

Les évolutions de l'opinion dans les partielles

Les évolutions électorales correspondent assez étroitement avec le fort recul de la popularité du pouvoir depuis juin 2012. Dès les trois législatives partielles des 9 et 16 décembre 2012 (Hauts-de-Seine 13^e, Hérault 6^e et Val-de-Marne 1^{er}), la gauche connaît, malgré la crise de l'UMP, une nette défaite au profit de l'UMP. Le PS perd le siège de l'Hérault vers l'UMP qui conserve celui des Hauts-de-Seine et prend celui du Val-de-Marne à l'UDI, la gauche étant

² Le magazine people *Closer* a révélée le 10 janvier 2014 la liaison de François Hollande avec l'actrice Julie Gayet. Cf. « Le plan de bataille de M. Hollande perturbé », *Le Monde*, 12-13 janvier 2014, p. 7.

³ Crédit d'impôt compétitivité-emploi.

⁴ Cf. « Hollande bouscule sa gauche et désoriente la droite », *Le Monde*, 16 janvier 2014, p. 6.

éliminée de ce second tour. Globalement, les résultats correspondent à un niveau national de 39 % au plus pour la gauche, en net recul sur 2012 avec un fort abstentionnisme différentiel en faveur de la droite. A ce moment c'est l'UMP qui est le bénéficiaire exclusif du recul de la gauche, le FN stagnant à environ 14 %. Lors de la partielle de l'Oise 2^e (17 et 24 mars 2013) le recul de la gauche est du même ordre qu'en décembre mais la montée du FN s'amorce au sein de la droite, la gauche est éliminée du second tour que l'UMP gagne difficilement face au FN. Lors de la partielle du Lot-et-Garonne 3^e (16 et 23 juin 2013), le recul de la gauche s'accroît et la poussée du FN s'accélère au sein de la droite. L'UMP l'emporte difficilement au second tour face au FN.

La gauche est également éliminée du second tour de la cantonale partielle de Brignoles (Var, 6-13 octobre) où le FN l'emporte très largement face à l'UMP. Lors de ces deux élections, le niveau de la gauche correspond nationalement à 34-35 %, ce qu'il sera aux européennes du 25 mai 2014, et la poussée du FN correspond à un niveau national de plus de 23 %, menaçant l'UMP. De même, on observe que les autres forces de gauche, EELV et Front de gauche, ne profitent nullement de la chute du PS.

Les principaux éléments de la défaite de la gauche aux élections de mars et mai 2014 sont ainsi fixés dès l'automne 2013, au plus tard, comme le niveau d'impopolarité record du pouvoir qui lui correspond.

Les élections municipales de mars 2014

Comme lors des partielles dans la logique des élections intermédiaires, on observe une mobilisation différentielle : l'électorat des forces gouvernementales, particulièrement socialiste, a boudé les urnes alors que l'électorat de droite et d'extrême droite s'est mobilisé plus fortement qu'aux précédentes municipales de 2008. Au premier tour, le recul de l'ensemble de la gauche en pourcentage des suffrages exprimés est important et général (- 7,7 points sur 2008 dans les villes de plus de 30.000 habitants), mais les listes d'union et la multiplicité des configurations locales d'alliance à gauche et à droite rendent difficile l'interprétation des résultats en voix par parti. Cependant on observe que comme lors des partielles, les autres forces de gauche ne profitent pas du fort recul socialiste.

Le Parti socialiste est le grand vaincu du second tour, perdant plus de la moitié de ses grandes villes (51 sur 96) et n'en gagnant que 4. L'essentiel de ses pertes s'effectue au profit de la droite. Il perd 11 de ses 25 villes de plus de 100.000 habitants, 9 vers la droite, Grenoble vers EELV et Montpellier vers un dissident, n'en conservant donc que 14. Le Parti communiste poursuit son déclin, passant de 24 à 20 villes de plus de 30.000 habitants, en

perdant 6 et n'en gagnant que 2. Le PRG perd ses deux grandes villes, Evreux vers l'UMP et Bastia au profit des nationalistes. Pour EELV, le gain de Grenoble sur le PS compense la perte de Montreuil.

Les élections européennes du 25 mai 2014

On a eu comme aux municipales une mobilisation différentielle, l'électorat de droite (UMP-UDI) et d'extrême droite a été plus mobilisé, celui de gauche nettement moins. Selon l'institut IPSOS⁵, 43 % des électeurs de J-L Mélenchon et 42 % de ceux de F. Hollande du premier tour de la présidentielle sont allés voter, contre 52 % de ceux de N. Sarkozy et 50 % de ceux de M. Le Pen en 2012.

Avec 34,5 % des suffrages et 23 sièges, l'ensemble de la gauche est à son plus faible niveau à des élections européennes, nettement en dessous de celui de 1984 (42,5 %). Ce très faible niveau de la gauche résulte principalement de celui du PS. Avec 14 %, celui-ci, allié au PRG, obtient son plus mauvais score, plus faible encore que celui de 1994 (14,5 %) où Michel Rocard subissait la concurrence de la liste PRG de Bernard Tapie (12 %). Le PS, comme aux municipales, est victime de la très forte impopularité de François Hollande, que l'activisme de Manuel Valls n'a pas suffi à compenser. L'essentiel des pertes socialistes, qui sont massives en milieux populaires depuis 2012, vont vers l'abstention, avec une fraction minoritaire mais significative vers l'UMP et le FN. Par rapport à 2009 (16,5 %), le recul est plus limité car le PS compense partiellement ses lourdes pertes en milieux populaires par une récupération d'électeurs de classes moyennes conjoncturellement attirés par EELV⁶. On doit remarquer que même en très grande difficulté, le PS reste nettement dominant à gauche. Là encore, les autres forces de gauche ont été incapables de profiter des difficultés électorales des socialistes.

Sa défaite historique place l'ensemble de la gauche en grande difficulté. Même s'il permet aux dirigeants socialistes de tenir au reste de la gauche le discours de la nécessité de l'union face au danger FN, l'échec électoral (14 %) montre la faiblesse du soutien du pouvoir dans l'opinion et met en cause la crédibilité de la candidature de François Hollande en 2017. EELV et le Front de gauche sont aussi des vaincus de ces élections, n'ayant pas profité du discrédit du PS. *L'ensemble de la gauche se retrouve dans une impasse stratégique*, avec une union plus que jamais nécessaire mais particulièrement difficile, tant la politique

⁵ *Comprendre le vote des Français*, Sondage veille du vote sur 2048 personnes, 22-24 mai, site de l'Institut, p.10.

⁶ Dans le 3^e arrondissement de Paris, le PS obtient 25 % contre 17,1 % en 2009 et EELV 16,8 % contre 36,7 %, alors que dans le département de l'Aisne, ouvrier et rural, le PS obtient 10,9 % contre 17,2 % en 2009 et EELV 5,5 % contre 9,3 %.

gouvernementale divise la gauche et les socialistes eux-mêmes. En effet, pour le pouvoir socialiste les contestations à gauche les plus sérieuses vont sans doute venir de l'Assemblée, où les députés socialistes contestataires vont utiliser la nécessité du rassemblement avec les autres forces de gauche comme une justification supplémentaire, en plus de la reconquête électorale, d'une politique plus sociale et plus à gauche. Cependant, à moins de 15 % des suffrages, avec une gauche à moins de 35 %, le PS peut-il encore constituer à lui seul une force crédible pour l'exercice et la conquête du pouvoir national ? Interrogation d'autant plus pertinente qu'il n'est pas certain que le processus d'effondrement soit terminé.

Conclusion

Ces deux années de pouvoir socialiste ont été désastreuses dans l'opinion, avec une impopularité record pour le Président François Hollande et son Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Cette impopularité s'est rapidement traduite, dans la logique des élections intermédiaires, dès la fin de l'année 2012 par un fort recul électoral dans les élections partielles et en 2014 par de cuisantes défaites socialistes aux élections municipales et européennes. Les autres forces de gauche n'ayant pas été capables de tirer bénéfice des pertes électorales massives des socialistes, c'est l'ensemble de la gauche qui se retrouve dans l'impasse.